



Cette candidature en 2020 est-elle évidente pour vous?

C'est un choix qu'on pourrait qualifier de naturel après six ans de bons et loyaux services dans l'opposition. Nos deux groupes, radical et communiste, ont défendu avec vigueur les Bastiais. Six ans d'opposition qui font suite à des années où nous étions en responsabilité, porteurs d'une vision et d'un projet pour Bastia, qui, dans les conditions que chacun sait, n'ont pas pu totalement se mettre en œuvre. Nous avons encore beaucoup de choses à apporter dans le débat, surtout à l'issue de cette mandature qui a accumulé les retards. Il faut donner un nouveau souffle à Bastia et nous sommes les mieux placés pour le faire. Nous sommes ceux qui n'ont jamais trompé, menti, et qui, finalement, ont eu raison au regard des projets que la mandature s'est réapproprié. C'est que finalement notre vision était la bonne.

En 2014, pour caricaturer, c'était «Tout sauf Zuccarelli», six ans plus tard comment vit-on cette élection?

On la vit, non pas un peu de l'autre côté mais différemment. Nous étions la majorité sortante, avec une dissidence importante; toutes les critiques se tournaient vers nous. Aujourd'hui, c'est l'équipe sortante qui essuie le feu de nombreuses critiques. J'ai la faiblesse de penser qu'elle le mérite un peu plus que nous ne les méritions en 2014. Notre intention n'est pas de refaire 2014 en sens inverse mais de construire une alternative solide autour d'un projet et de valeurs qui puissent rassembler le plus largement.

Votre famille politique, la gauche, part désunie. Pourquoi?

Nous pensions partager, avec le groupe MCD et les éléments qui se réclament de l'ex-PRG, un souci d'unité dès le premier tour. C'est l'option que nous avons défendu avec le groupe communiste. En réalité, je crois qu'il en était rien, qu'il y avait beaucoup d'arrière-pensées et de volonté de partir dans un format de primaire, à tort ou raison, considérant que ce serait plus porteur pour ratisser large et permettait aux uns et aux autres de garder les mains libres pour des options n'allant pas dans le sens d'une union, même au second tour. Nous en avons pris acte.

En tête au premier tour en 2014, où escomptez-vous vous situer, cette fois?

Je l'espère, en tête des listes d'opposition. C'est le rôle qui nous incombe et nous revient au regard de l'histoire et de nos mérites respectifs. Bien entendu, nous sommes réalistes. À partir du moment où nous avons quatre listes qui se définissent d'opposition, les résultats seront par définition répartis. Nous appelons clairement les Bastiais à faire le choix d'un vote utile.

Pensez-vous avoir perdu une partie de votre réserve de voix en six ans?

Je pense qu'on ne nous crédite pas du même score, 5600 voix au premier tour de 2014. Il y a eu quand même une défaite, une division. On ne peut pas dire que nous sommes exactement dans le même périmètre. Nous pensons qu'à contrario, des éléments qui ont pu nous quitter, ont tenté l'expérience «Simeoni» peuvent maintenant revenir vers nous.

Quel est pour vous le bilan de la majorité sortante?

La ville a reculé dans à peu près dans tous les domaines. L'asphyxie de la ville a pratiquement été organisée par l'absence de places de parking supplémentaires et la politique répressive (PV de stationnement) qui a découragé les visiteurs avec la spirale que cela peut entraîner au plan économique. Une régression dans le domaine social, avec la politique d'aide aux personnes les plus démunies qui a été totalement indigne à certains égards. La volonté de bannir de la ville la construction de logements sociaux, assumée par cette majorité, considérant que le logement social serait une trappe à pauvreté pour Bastia. C'est ignorer la situation de nos concitoyens. Face à 1 500 demandes de logement en attente, on ne peut pas dire «ça se fera ailleurs». Outre le retard du port de la Carbonite, nous avons eu le déclassement de la ville avec la Collectivité unique qui s'est faite au détriment de Bastia, pourtant sous l'autorité du président de l'Exécutif et le maire de Bastia n'a dit mot à ce transfert de toutes les décisions à Ajaccio. Tout ceci cumulé sur une seule mandature, c'est exceptionnel.

Comment, selon vous, sortir de cette situation?

Nous n'effacerons pas d'un coup de baguette magique les conséquences de cette mandature. Là où il y a un préjudice durable, c'est que nous avons au terme de cette mandature, deux collectivités, la ville et la Communauté d'agglomération de Bastia dont la situation financière a été complètement dégradée par une gestion désastreuse des ressources humaines. On a hypothéqué les capacités d'investissements futurs de nos deux collectivités. Nous hériterons d'une situation financière extrêmement dégradée, et la CAB n'a rien à envier à la mairie de Bastia. On ne sait à qui décerner le prix de la plus mauvaise gestion, mais les deux candidats en lice ont de bons arguments à ce propos.

«Nous hériterons d'une situation financière extrêmement dégradée, et la CAB n'a rien à envier à la mairie de Bastia.»



Concrètement quelle est votre proposition?

Une action volontariste visant à ré-accélérer sur tous les dossiers. Les gros chantiers structurant peuvent renforcer ce dynamisme mais aussi un redressement des finances de la ville, dont les dépenses de fonctionnement ne peuvent continuer d'exploser comme elles l'ont fait depuis le début de la mandature. Exiger de la Collectivité de Corse le rééquilibrage des centres de décision. Nous serons aussi vigilants auprès de l'Etat pour préserver la circonscription administrative de la Haute-Corse et les autres services publics qui doivent demeurer à Bastia.

Parmi les thèmes de campagne, le stationnement, le centre-ville qui se vide, quelle est votre approche?

Prendre le contrepied de ce qui a été fait. Remettre en chantier d'autres projets de parkings: il manque un millier de places. Il faut aussi une politique du stationnement, des tarifs d'abonnement aux commerçants, à leurs salariés et l'élargissement du périmètre résident. On a matraqué les Bastiais pour combler une partie du déficit lié aux recrutements. Il faut mettre un terme à cette politique. Nous réécrivons le Plan global de déplacement qui visait notamment à rendre payantes le millier de places gratuites qui restaient en ville. Nous voulons développer les transports en commun, leur gratuité, l'extension de la desserte au niveau spatial et en amplitude horaire. Une des priorités sera de changer complètement de logiciel en matière de transports publics. Nous ne disons pas que le transport public se substituera à la voiture et que nous allons mettre un cordon autour du centre-ville pour interdire aux voitures d'y pénétrer, comme on a pu l'entendre de la part de M. Savelli essayant de transposer ce qui est fait à Londres ou ailleurs. Il faut accompagner à la fois la montée en puissance des transports collectifs et créer plus de facilités d'accès par les véhicules. Troisième volet, les déplacements doux: développer les transversales, les pistes cyclables et les rues piétonnes en ville. On a fait un grand pas en 2013 en piétonnisant la rue Napoléon, puis tout s'est arrêté jusqu'à la réouverture récente de la rue Droite. Là aussi, un maigre bilan.

Le port de la Carbonite est-il une nécessité pour Bastia selon vous?

On en avait déjà fait le constat en 2017. Il n'y avait pas d'alternative. On ne peut pas conserver le port en l'état car ses dimensions n'autorisent plus aujourd'hui l'arrivée de navires de grande taille et de taille actuelle. Nous sommes dans un système de dérogation extrêmement dangereux. Les six ans d'atemoiement du président de l'Exécutif et du maire de Bastia ont créé un préjudice considérable. L'absence d'option sur sa localisation a interdit des choix pour d'autres équipements de la ville. C'est aussi une formidable oppor-

tunité de reconversion du bassin St Nicolas en port de plaisance et de croisière. Tout ceci permettrait le développement économique de la ville et donnerait plus de centralité aux quartiers sud de la ville.

Point chaud de la campagne, la démolition de trois bâtiments à la Cité des Monts.

Ces bâtiments qui ont fait couler beaucoup d'encre sont symptomatique de la manière dont a agi la majorité sortante. Une action dans la plus grande opacité. Il n'est pas interdit, dans ces opérations de renouvellement urbain, quand cela se justifie de manière évidente, de procéder à des destructions, de manière très chirurgicale. Ces bâtiments n'étaient pas dans un état d'insalubrité irrémédiable, ils étaient occupés depuis plus de 50 ans. Nous sommes solidaires des locataires, mais compte tenu qu'il s'agit d'une action déjà engagée très loin par la municipalité, nous ferons en sorte d'adapter cette opération si nous venons aux responsabilités.

Cité des Monts: «Compte tenu qu'il s'agit d'une action déjà engagée très loin par la municipalité, nous ferons en sorte d'adapter cette opération si nous venons aux responsabilités».

Une union gauche-droite pour «sortir» les nationalistes est-elle possible?

Nous visons le meilleur score dès le premier tour. Je n'aime pas trop l'expression «sortir», mais nous sommes les mieux placés pour rassembler. Il est peu probable qu'une liste, même la nôtre, qui soit parvenue en tête des listes d'opposition, puisse à elle seule rassembler une majorité au second tour. Il y aura nécessité de se tourner vers d'autres listes, de gauche ou de droite. Plus que l'étiquette politique, ce qui prévaudrait, c'est la capacité à agir avec responsabilité. Certains ne l'ont pas toujours fait par le passé. C'est ce que nous proposerons: travailler autour d'un projet cohérent pour ne pas rééditer 2014 et des règles qui garantissent une gouvernance stable. Bastia ne peut pas se permettre de connaître à nouveau, même avec une autre majorité, la cohabitation que nous avons connue entre le MCD et la liste de Gilles Simeoni, qui a été une catastrophe pour la ville et plus encore pour la CAB. Si nous sommes en tête au premier tour, nous œuvrerons pour un projet et un accord qui garantisse les options stratégiques pour la ville, la rigueur de gestion. Et qui respecte les Bastiais par rapport au choix qu'ils auront exprimé au premier tour. Les tours de passe-passe entre les uns et les autres n'auront pas leur place. ■